



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral des finances DFF

# Corps européen de garde- frontières et de garde-côtes (Frontex)

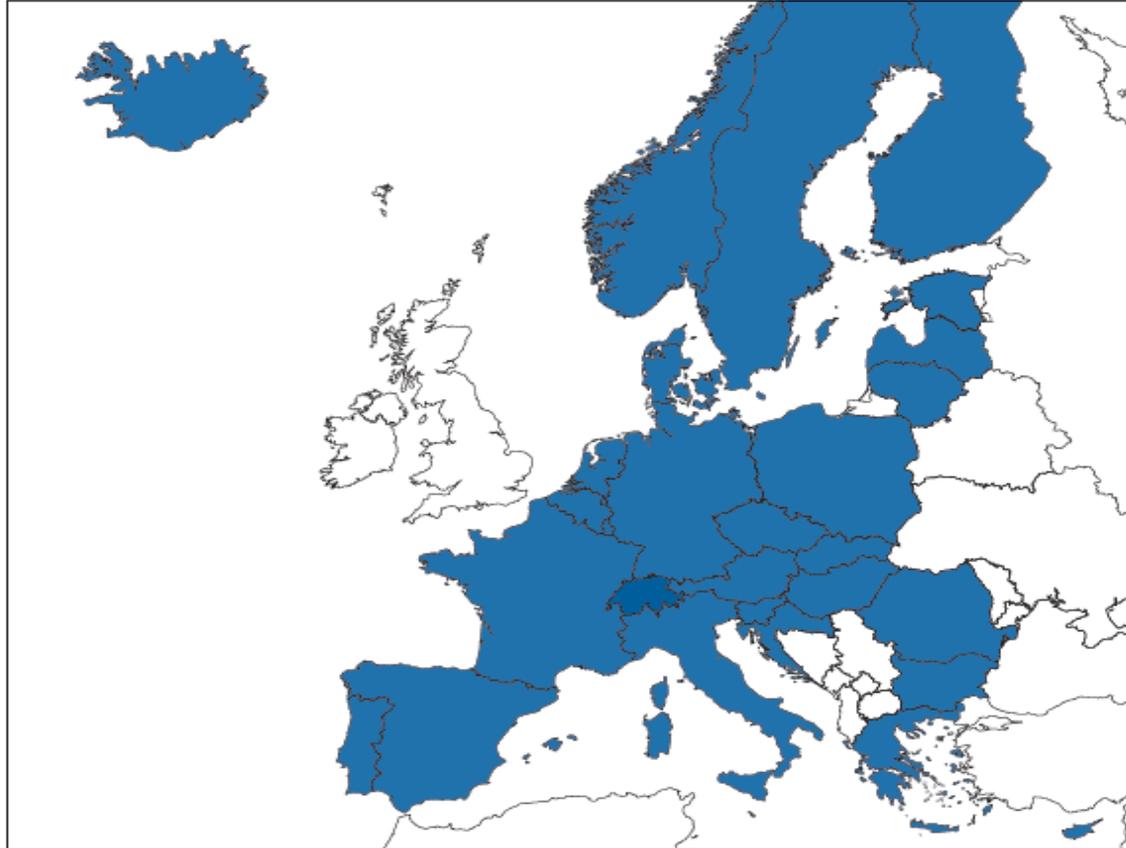
# Qu'est-ce que Frontex?

- Frontex est l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes
- Frontex soutient les États Schengen dans le contrôle des frontières extérieures
- Elle aide également au retour des personnes qui doivent quitter l'espace Schengen.
- La Suisse participe à Frontex depuis plus de dix ans
- Il s'agit d'un instrument de la coopération Schengen.



# États participant à Frontex

Frontex (Europäische Grenz- und Küstenwache)



Eingefärbt sind die Länder, die sich an Frontex beteiligen.

Quelle: Frontex; Stand Januar 2022 ([frontex.europa.eu](https://frontex.europa.eu))



# Principe de base

Corps européen de garde-frontières  
et de garde-côtes

Agence du corps  
européen de garde-  
frontières et de garde-  
côtes (Frontex)

États Schengen

**Responsabilité partagée**

→ **Les États restent responsables du contrôle de leurs frontières extérieures**



# Contexte de l'élargissement actuel

- 2004: création de **Frontex en tant qu'autorité de protection des frontières**
- 2016: adaptation du règlement UE Frontex comme première réaction à la crise migratoire de l'époque
- 2019: lacunes structurelles et nouveaux défis résultant de l'expérience de la crise migratoire de 2015/2016



## **Nouvelle adaptation du règlement UE Frontex**

- Notifié à la Suisse le **15 novembre 2019** en tant que développement de l'acquis de Schengen.
- Entrée en vigueur pour les États de l'UE le **4 décembre 2019**
- Votation le **15 mai 2022**



# Qu'est-ce qui fait partie de l'élargissement?

- Contingent permanent: constitution continue de 2021 (5000 experts) à 2027 (10 000 experts)
  - i. Personnel propre de Frontex
  - ii. Personnel détaché à long terme des États Schengen (jusqu'à deux ans)
  - iii. Personnel des États Schengen détaché pour une courte durée (jusqu'à quatre mois)
  - iv. Réserve de réaction rapide
- 40 observateurs des droits fondamentaux pour soutenir le bureau des droits fondamentaux
- Propre équipement tel que bateaux, avions et véhicules
- Meilleure connaissance de la situation et meilleure réactivité (EUROSUR)



# Objectifs de l'élargissement

- Contrôles plus efficaces des frontières extérieures par les États Schengen
- Meilleure maîtrise de la pression migratoire, lutte contre la criminalité transfrontalière et contre de potentielles futures menaces aux frontières extérieures
- Accélération du retour effectif des personnes en situation illégale
- Assurance d'un niveau élevé de sécurité intérieure dans l'espace Schengen
- Respect du principe de solidarité et coresponsabilité
- Contrôle renforcé du respect des droits fondamentaux

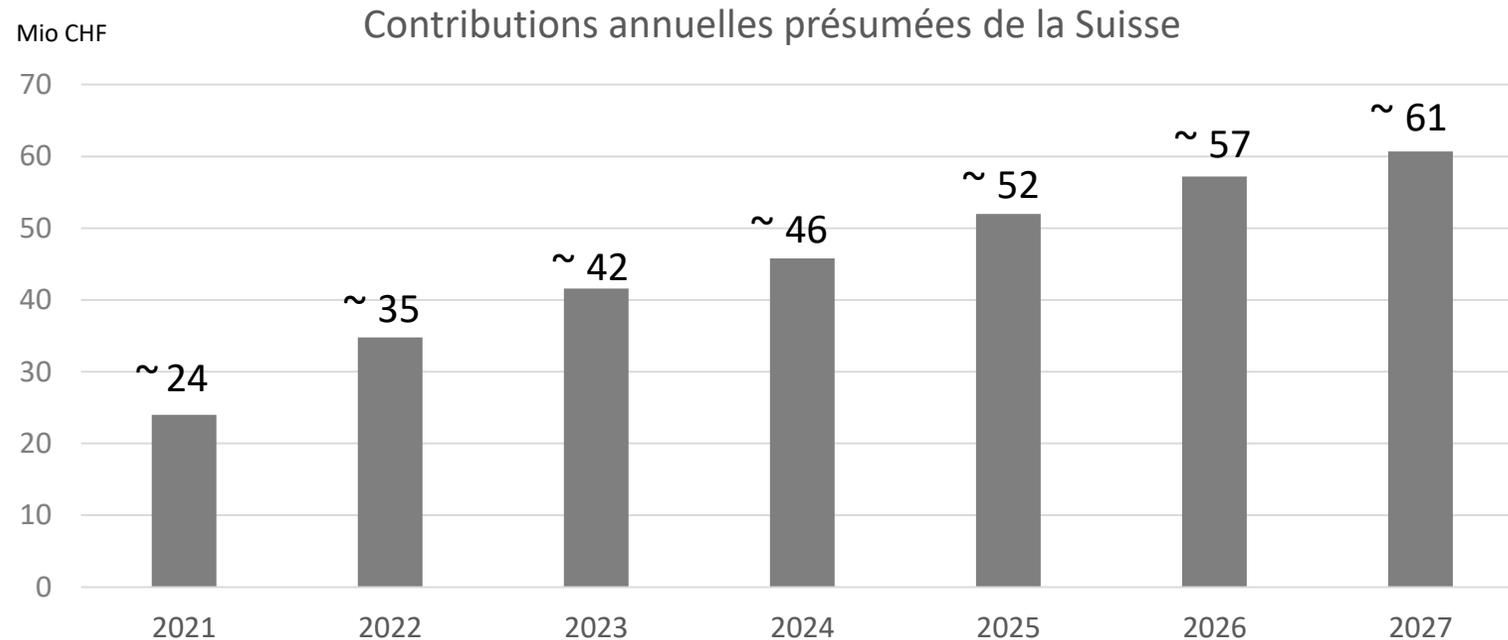


# Conséquences pour le personnel

- Augmentation du contingent de personnel pour les opérations Frontex
- Planification des engagements en fonction des besoins effectifs
- 2027: au maximum 40 postes à plein temps
  - En 2024, il y aura une révision du nombre total et de la composition du contingent permanent par la Commission européenne.
  - Une adaptation à partir de 2024 des contributions obligatoires est donc possible.



# Conséquences financières



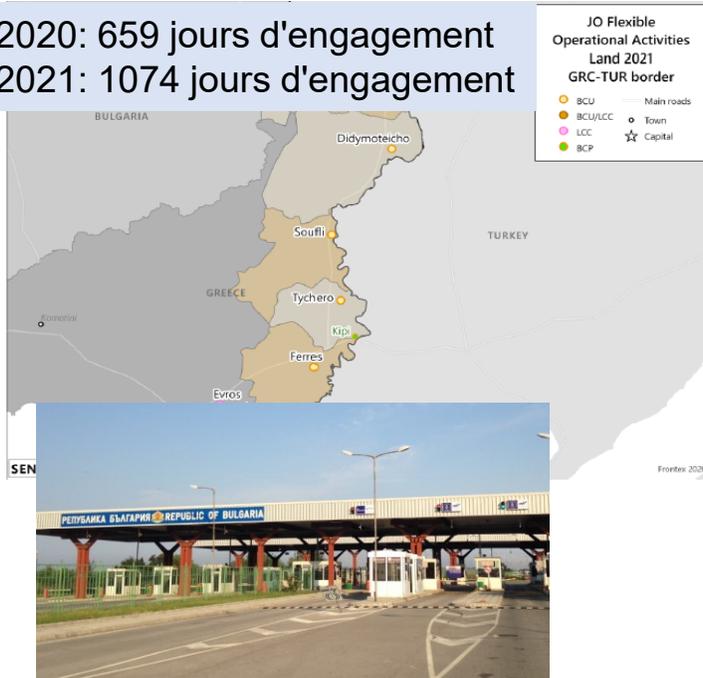
- Sur le plan financier, la Suisse soutient Frontex proportionnellement, comme convenu dans l'accord d'association à Schengen.
- La contribution annuelle augmentera progressivement.
- Il s'agit de calculs provisoires basés sur le budget total alloué à l'agence par l'UE.



# Les engagements/profils les plus fréquents de la Suisse

## Expert en protection des frontières

2020: 659 jours d'engagement  
2021: 1074 jours d'engagement



## Chargé d'audition (débriefer)

2020: 447 jours d'engagement  
2021: 253 jours d'engagement



## Spécialiste en matière de documents

2020: 277 jours d'engagement  
2021: 808 jours d'engagement



Autres profils: conducteur de chien, spécialiste en communication, analyste des risques, spécialiste en appui logistique, spécialiste du retour



# Le conseil d'administration

- Membres: représentants et représentantes des États membres et des États associés à Schengen (1) et de la Commission européenne (2)
- En fonction des thèmes, participation de l'officier aux droits fondamentaux / forum de consultation, agence des droits fondamentaux
- La Suisse est représentée par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières
- Réunions en général tous les 2 à 3 mois
  - Droit de vote pour la Suisse sur les questions concernant ses frontières extérieures, son personnel, ou le matériel.



# Utilité pour la Suisse

- La Suisse est située au cœur de l'espace Schengen, sur les principales routes de transit européennes.
- Notre sécurité dépend donc de la situation aux frontières extérieures de l'espace Schengen.
- Un contrôle efficace de ces frontières est un investissement dans la protection de la Suisse.
- Seuls ceux qui participent peuvent contribuer à la conception: la Suisse s'engage notamment pour que les droits fondamentaux soient respectés. Cette position est communiquée de manière cohérente à Frontex.
- La Suisse participe aux vols collectifs de l'UE coordonnés et financés par Frontex pour le retour des personnes tenues de quitter le territoire. Cela permet d'économiser des ressources et des frais de transport aérien.



# Que se passera-t-il en cas de non?

- Fin de la coopération Schengen et Dublin, à moins que la Commission européenne et les Etats membres de l'UE ne fassent conjointement des concessions à la Suisse dans un délai de 90 jours.
- De graves conséquences pour la sécurité, l'asile, le trafic frontalier, le tourisme et l'ensemble de l'économie en Suisse.
- La Suisse perdrait un pilier central pour sa sécurité.
- Les personnes en provenance de Suisse devraient être contrôlées à la frontière avec les Etats Schengen. La liberté de voyager serait restreinte.
- La Suisse devrait examiner davantage de demandes d'asile.
- L'exclusion de la Suisse des accords d'association à Schengen et à Dublin coûterait des milliards de francs par an à l'économie suisse ([Rapport du Conseil fédéral du 21 février 2018 en réponse au postulat 15.3896](#)).